

ment le camarade Demazières) une certaine politique pour justifier le vote oui à la Constitution. Le camarade Lambert a apporté un autre point de vue qui concluait également par le « oui ». Mais les camarades de la minorité n'ont pas présenté de résolution. Ils ont décidé qu'ils n'acceptaient pas tout ce qu'il y avait dans la résolution de Lambert, mais qu'ils votaient pour le oui. Dans mon exposé, je vais surtout traiter de la position, de l'orientation défendue par les camarades de la minorité et me situer par rapport à eux.

En ce qui concerne les points de vue du camarade Lambert, avec la meilleure volonté du monde, je n'y trouve que des positions qui se juxtaposent plus ou moins bien mais pas une ligne d'ensemble ; et je ne répondrai qu'à ces positions qui lui sont particulières.

En ce qui concerne le fonds de la question, on nous a dit que le fait que ce soit une Constitution bourgeoise ne suffisait pas pour nous faire répondre « non » ou par un bulletin de vote avec le mot d'ordre « Gouvernement Ouvrier et Paysan », parce qu'il y avait une situation politique dans laquelle il fallait adopter une position tactique. Nous ne croyons pas qu'on puisse dissocier la tactique des positions de doctrine ; il faut déterminer notre stratégie et notre tactique en fonction de notre conception fondamentale. Cela a été exposé par le camarade Germain dans son article ; c'est l'habitude traditionnelle des opportunistes ou de ceux qui glissent vers l'opportunisme que de donner un coup de chapeau à la doctrine, puis de tout ramener à des problèmes de la tactique sans lien avec la doctrine.

En ce qui concerne l'orientation qui a amené le vote « oui », la minorité est conséquente dans son orientation sur la situation. Il y a, suivant elle, un « recul du mouvement ouvrier », nous sommes en présence d'une « offensive capitaliste ». Le referendum était une « épreuve de force » dans cette offensive capitaliste et contre cela, il fallait opposer le « Front Unique » des organisations ouvrières, en faisant un vote commun avec elles sur la question de la Constitution.

A notre avis, cette orientation est fautive d'un bout à l'autre. Nous ne croyons pas à un recul de la classe ouvrière ; ni sur une grande échelle, ni même pratiquement sur la période immédiate que nous vivons en France. Nous avons en France, depuis plusieurs mois, la possibilité de faire de façon très précise le point de la situation. Nous avons eu l'année dernière une série d'élections cantonales, municipales, nationales. Nous avons eu en mai et juin des élections et nous en aurons encore en septembre et octobre prochain ; nous avons là la possibilité de mesurer la courbe du malade. En considérant les résultats de ces élections on voit qu'il n'y a pas de recul de la classe ouvrière. Nous avons caractérisé la situation, au B.P., après le 2 juin, comme un piétinement sur la montée ouvrière. Le nombre des voix ouvrières P.S. + P.C. + P.C.I., se maintient sensiblement égal depuis des mois. D'autre part, nous assistons encore à un passage vers le P.C. d'une partie des travailleurs du P.S. et aussi d'une partie des couches plus arriérées des villes et des campagnes. On constate aussi dans l'avant-garde ouvrière un détachement du P.C. mais pas du tout un reflux ouvrier et rien ne permet de parler d'un recul ouvrier dans la situation actuelle, en s'en tenant aux chiffres des élections considérées comme un moyen de mesure.

En ce qui concerne l'offensive capitaliste, là encore la réalité est tout à fait en contradiction avec cela. Il est exact que la bourgeoisie depuis la « Libération » a avancé sur le terrain abandonné par les capitulations des directions ouvrières. Mais cela ne permet pas de parler d'une offensive capitaliste. Quelques mois avant les élections, les partis de droite s'étaient regroupés dans le P.R.L. Ce parti est encore loin d'être une organisation fasciste et même est loin d'avoir la force, la cohésion des Croix de Feu d'avant la guerre. Le P.R.L. s'est efforcé de prendre des troupes au M.R.P. Mais, à la veille des élections, nous avons vu les capitalistes ordonner à une trentaine de

listes du P.R.L. de se désister en faveur du M.R.P., c'est-à-dire que la bourgeoisie à l'heure actuelle en France ne pousse pas sa formation la plus réactionnaire, mais est obligée d'utiliser une formation comme le M.R.P. Celui-ci ne prend pas figure d'une opposition ouverte aux organisations ouvrières mais collabore pratiquement au gouvernement avec ces organisations et marchande dans le gouvernement sur les mesures à prendre.

Une autre preuve de l'inexistence d'une offensive capitaliste est qu'en dépit des victoires électorales du 5 mai et du 2 juin, la bourgeoisie se garde bien de demander l'élimination du P.C. du gouvernement. Au contraire, dans des articles du *Monde*, on la voyait insister pour que le P.C. reste un parti du gouvernement.

Le referendum, dit-on, est une épreuve de force. Les camarades qui disent cela voient la question sous un angle électoral. En admettant qu'ils se soient trompés avant en parlant d'épreuve de force, les événements qui ont suivi ont montré que ce n'était pas un bon argument. S'il y avait eu une épreuve de force terminée par la victoire de la bourgeoisie il y aurait au moins un domaine, — au parlement, au gouvernement, dans la question des salaires — où cette victoire se traduirait. On ne peut le montrer, en fait, on voit que la classe ouvrière ne prend pas ça comme une épreuve de force. Au contraire, à la veille des élections du 2 juin, il y a eu un événement qui domine la situation politique intérieure, la question des salaires vient d'être posée. Les organisations ouvrières P.C. et C.G.T. ont dû faire un tournant à gauche, pas un tournant uniquement pour gagner des voix aux élections. Récemment, à la Commission Nationale des Salaires, le représentant des organisations ouvrières, Henri Raynaud expliquait aux patrons : il vaut mieux accepter les augmentations et canaliser le mouvement ouvrier plutôt que de laisser se déclencher de très grands mouvements.

En ce qui concerne la question du « Front Unique », c'est une conception électoraliste du Front Unique qui n'est pas dans la ligne de tous les enseignements des premiers Congrès de l'I.C. et de notre politique bolchevik-léniniste, dans les quinze dernières années. Le Front Unique pour nous, cela veut dire : marcher séparément, frapper ensemble. Dans les élections on se délimite avant tout ; c'est là qu'on marche séparément et on frappe ensemble dans des actions de masses sur un objectif commun. En Allemagne, au moment de la montée fasciste, les socialistes ont fait le reproche au P.C. — dont nous étions une fraction — de présenter une candidature différente et de diviser la classe ouvrière devant le fascisme. Ils avaient une conception électoraliste et la lutte se plaçait hors de ce cadre.

Nous repoussons cette analyse d'épreuve de force, de recul de la classe ouvrière, de Front unique. Mais quelle était la signification de l'attitude du M.R.P. à ce referendum ? Cette attitude était dictée par des raisons de manœuvre électorale, qui ultérieurement a des objectifs plus larges, mais ce n'était que pure manœuvre électorale.

En France, les résultats de la politique suivie depuis des mois avaient créé un très grand mécontentement et le vote « oui » ou « non », pour la plupart des électeurs, était le moyen de dire si oui ou non ils étaient satisfaits, non pas des dispositions d'une Constitution qu'ils n'avaient pas lues mais des résultats d'une politique dont ils avaient éprouvé les effets. Bien entendu, le M.R.P., en se retirant a essayé de dégager ses responsabilités. Cette manœuvre vers la droite lui permet aussi de limiter les possibilités du P.R.L. à ses dépens. Enfin cette manœuvre avait pour but d'effrayer les grands Partis ouvriers en leur disant : vous allez risquer d'être seuls avec la classe ouvrière, nous pourrions vous rejeter quand nous voudrions, et ainsi de forcer ces partis à faire des concessions plus grandes dans le gouvernement.

Il y avait là toute une manœuvre électorale pour dissimuler aux masses les véritables problèmes nationaux et internationaux qui divisent les partis de la bourgeoisie et les partis ouvriers qui collaborent avec la bourgeoisie.

Dans tout cela, les P.S. et P.C.F. ont nourri les illusions parlementaires des masses et nous aussi, par ce vote « oui », dans la mesure des forces dont nous disposons, au lieu de lutter contre ces illusions parlementaires, nous avons marché dans le sens des grands partis. Quant aux explications pour justifier le « oui » en expliquant que le « oui » voulait dire *non*, nous avons vu aux élections du 2 juin que c'était une explication qui ne pouvait avoir aucune portée.

Les camarades qui ont participé à la campagne électorale dans les usines, les bureaux ont rapporté qu'ils connaissent bien des sympathisants qui leur ont dit : nous sommes d'accord avec vous, mais nous pensions que c'était des voix perdues, qu'il fallait barrer la route à la réaction et voter pour le P.C., pas pour vous. Le vote « non » ou « Gouvernement Ouvrier et Paysan », en s'opposant de façon très nette à ces illusions parlementaires, aurait certainement contribué à l'éducation de bien des militants de notre organisation et à celle des sympathisants qui suivent notre activité.

De la part de la minorité, cette conception du barrage à la réaction est liée à des conceptions parlementaires qui se sont manifestées dans la conception du mot d'ordre : Gouvernement P.S.-P.C.-C.G.T. ; celui-ci a été défendu par la minorité comme une combinaison parlementaire, à vrai dire.

En ce qui concerne les arguments donnés par Lambert et Marcoux, l'un est qu'en votant « non » ou « Gouvernement Ouvrier et Paysan », nous allions nous couper des masses et ne pas pouvoir nous faire entendre d'elles. C'est encore un argument de tactique qui ignore complètement notre position de principe et essaye de déterminer la « tactique juste » indépendamment des positions de principe ou en contradiction avec elles. Nous ne pensons pas qu'on se coupe des masses quand on prend une position juste. Il se peut qu'il y ait dans certains cas une coupure temporelle entre elles et nous, par exemple au début de la guerre, mais ce n'est pas nous couper d'elles car nous restons fidèles à leurs intérêts aussi bien historiques qu'immédiats. Dans la question du referendum il n'y a pas eu du tout une poussée des masses pour le « oui ». Il y a eu surtout une grande campagne dans l'*Humanité* et le *Populaire*, mais aucune agitation profonde dans les usines et par conséquent il n'y avait absolument aucun danger de se couper des masses.

Un autre argument de Lambert et Marcoux, au début, était que le tripartisme était rompu au Parlement, non au Gouvernement, et que s'il y avait aussi la rupture au Gouvernement, à ce moment-là il faudra dire « oui ». Ce n'est pas le tripartisme qui a disparu du gouvernement, mais c'est le « si » du camarade Lambert qui a disparu de son argumentation.

Le principal argument de Lambert était qu'il n'y avait pas d'offensive de la bourgeoisie mais qu'il y avait « regroupement de la bourgeoisie en vue d'une offensive ultérieure ». Là, la question du regroupement est posée d'une façon confuse et vague, qui brouille toutes les notions sur la perspective actuelle et l'orientation à suivre. C'est sûr que, depuis la « Libération », la bourgeoisie française cherche à regrouper ses forces pour passer dans des conditions favorables à une offensive ; mais pour l'instant, le regroupement de la bourgeoisie en est à un stade donné, et c'est ce stade que nous devons apprécier, mesurer au lieu de parler d'un regroupement en vue d'une offensive d'une façon indéterminée. J'ai donné plus haut notre conception de l'état actuel de la bourgeoisie en France et nous ne voyons pas qu'il y ait un regroupement en vue d'une offensive proche ; le referendum n'était pas une étape pour le regroupement de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

On a donné pour autre raison en faveur du vote « oui », le fait que notre parti est faible. On ne peut déterminer une position dans un vote simplement en fonction d'une question de faiblesse numérique. Au contraire, le Parti aurait acquis plus de force si au lieu de se laisser impres-

sionner par la position du P.S. et du P.C., il avait adopté une position ferme, conforme à ses conceptions.

Dans cette question du referendum, nous avons vu quelque chose qui se manifeste dans la vie du Parti français depuis longtemps. Il y a une très grosse poussée du stalinisme ; et nous la subissons et elle prend son expression dans nos rangs par la peur de se délimiter politiquement du stalinisme de façon tout à fait claire. Le dernier Congrès du Parti a montré une faiblesse extraordinaire dans la façon dont on s'est situé vis-à-vis de Leblanc, qui était isolé mais qui a pu développer une position absolument pro-stalinienne. En réalité, nous avons toute une aile dont la politique est de se montrer un peu plus à gauche que les stalinien et dont la politique tend à montrer qu'on sait lutter mieux que ceux-ci contre la réaction bourgeoise. C'est une aile qui évite les occasions de se heurter aux stalinien. C'est sur ce plan qu'il y aura une importante discussion au prochain Congrès français.

Ce serait un grand danger que de rester sur une position équivoque. Le dernier Congrès a donné une majorité dont la faiblesse essentielle est non le nombre mais la faiblesse politique et c'est là-dessus que l'intervention de l'Internationale doit se manifester pour aider à une plus grande clarté politique.

La question du referendum a déjà suscité diverses réactions dans les organisations de l'Internationale. Avec le S.I. et soutenant sa politique, nous avons les camarades de la direction belge, la majorité du S.W.P. et une lettre du camarade Munis. Soutenant le « oui », nous avons eu les camarades de la minorité du Parti américain ; des articles de Morrow, Goldman, Logan dans lesquels est repris l'argument de l'épreuve de forces et un autre argument qui n'a pas été soulevé dans la discussion en France. Dans les articles de Morrow, Goldman et Logan il est dit que la bourgeoisie française s'est prononcée contre la Constitution parce qu'elle était trop démocratique, parce qu'il n'y avait qu'une Chambre et que les droits du Président de la République étaient limités. Il n'est pas besoin d'insister là-dessus. Il faudrait croire que la Constitution française a acquis des vertus en traversant l'Atlantique. Schachtman s'est prononcé pour le « oui » ; je ne sais dans quelles conditions, mais nous n'avons pas oublié sa position vis-à-vis de Negrin.

Le principal document sur lequel je veux ajouter quelque chose est la résolution des camarades du B.P. anglais qui ont soutenu le « oui » et particulièrement les articles de Marcoux dans la *Vérité*. J'insisterai sur quelques points qui se trouvent dans cette résolution.

Les camarades anglais développent l'ongement par toute une argumentation, que nous soutenons une Constitution la plus démocratique contre une Constitution la moins démocratique. C'est vrai, notamment en Italie, dans le vote entre la Monarchie et la République, nous votons pour la République. Si nous avions un élu au Parlement, il est évident que dans ses discours et dans son vote, il se prononcerait pour les dispositions les plus démocratiques, c'est-à-dire contre un parlement à deux Chambres, contre des pouvoirs au Président de la République, mais ça n'empêcherait pas le fait que finalement il voterait contre l'ensemble de la Constitution. De même, pour les crédits militaires, la tactique des Communistes au Parlement a toujours consisté à voter pour le service militaire le plus faible, d'une année au lieu de deux, et ainsi de suite dans les votes de détail et à repousser l'ensemble du budget militaire. En France, nous n'avions pas le choix entre une Constitution moins démocratique (celle de 75) et une Constitution plus démocratique (celle de 46) ; nous n'avions qu'à être pour ou contre la Constitution bourgeoise.

On opposera peut-être le vote sur le plébiscite brun en Allemagne. Là aussi le problème était différent. Il ne s'agissait pas de l'acceptation de l'Etat bourgeois dans son ensemble, il s'agissait d'un referendum dans lequel le vote contre le Gouvernement socialiste de Prusse devait